

Digne-les-Bains – le 14 janvier 2020

Communiqué de Sud éducation 04

Un premier rendez-vous avait été pris pour le mardi 17 décembre 2019, jour de mobilisation nationale. Ils ont renoncé au dernier moment...

Mais qu'arrive-t-il quand AXA s'invite avec insistance dans nos établissements scolaires... ?

Aujourd'hui, des agents du groupe d'assurance AXA sont venu.e.s démarcher les personnels du collège de P. Gassendi de Digne-les-Bains :

« Vous n'êtes pas les bienvenu.e.s Madame, Messieurs »

Les agent.e.s se sont heurté.e.s à une dizaine d'enseignant.e.s bien décidé.e.s à ne pas laisser entrer ce géant français de l'assurance et de la prévoyance !

Venir démarcher sur les lieux de travail au beau milieu des contestations sociales contre le projet de réformes des retraites, sonne comme une provocation évidente.

Nous savons maintenant que le gouvernement reçoit à sa table les plus grands gestionnaires d'actifs tels que le n°1 mondial BlackRock ou les gestionnaires français (Amundi ou AXA). BlackRock possède aujourd'hui plus de 5 % du capital d'AXA-IM, société cotée au CAC 40 et détenant le capital de 700 milliards d'euros. Ils sont à l'affût du marché juteux des fonds de pension que le gouvernement leur offre avec son projet de retraites par capitalisation.

Devant la détermination des enseignants à ne pas céder aux agents d'AXA, ces dernier.e.s ont été contraint.e.s de faire demi-tour.

Même si les agents arguent du fait que leur démarche est légitime en vertu d'une convention signée entre les ministères de l'Education nationale et de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en décembre 2017 :

- nous dénonçons ces pratiques de démarchage visant à vendre des produits dont l'éthique est très éloigné des valeurs de solidarité et de mutualité auxquels nous sommes profondément attaché.e.s ;
- nous alertons sur la vente des produits de prévoyance retraites qui seront la prochaine étape franchie par ces sociétés ultra-libérales.

SUD éducation refuse le projet de retraites par capitalisation que le gouvernement cherche à imposer et exige son retrait !

Pour l'heure, les seuls fonds que les enseignants alimenteront seront ceux des caisses de grève !